

Opinion

Protéger la liberté
religieuse en Europe

PAR LE GRAND RABBIN PINCHAS GOLDSCHMIDT P. 69

Suivez mon regard

Toutes les premières fois
nous paraissent étranges

CHRONIQUE JOSEPH NDWANIYE P. 71

Débats



Les politiques
inspireront-ils
à nouveau la confiance ?

Sous la docilité, la rage. Ou le risque
d'une **déflagration postépidémie.**

« Le problème n'est pas tellement la défiance mais plutôt ce que l'on en fait. »

Le lien de confiance entre les gouvernants et les citoyens s'étiolle-t-il avec la crise sanitaire ? Pour le philosophe Mark Hunyadi, auteur de *Au début est la confiance* (1), nos démocraties intègrent la possibilité de la défiance. Le danger réside dans le refus de la recherche coopérative de la vérité, qui peut mener aux excès vus aux Etats-Unis.

Entretien : *Gérald Papy*

De quelle nature est la confiance qu'un citoyen a envers un gouvernement ?

Je suis assis sur une chaise. Je fais le pari qu'elle va se comporter d'une certaine manière, qu'elle va soutenir mon poids. C'est la même chose pour les personnes et pour les institutions. Elles incarnent des attentes de comportement. On attend de la politique et de ceux qui l'exercent qu'ils servent le bien commun, qu'ils tiennent leurs promesses électorales... Ce qui choque, c'est qu'un politique ne soit pas à la hauteur des attentes de comportement qu'on nourrit légitimement à son égard. Celles-ci peuvent être qualifiées de normatives parce qu'elles sont liées à des devoirs réciproques.

Si la défiance se répand, une société peut-elle être en péril ?

Les Etats démocratiques modernes intègrent institutionnellement la possibilité de la défiance de leurs citoyens. Ceux-ci ont la possibilité de ne pas réélire les mêmes représentants. Les parlementaires ont le loisir de démettre un gouvernement via une motion de défiance. La presse, les associations exercent un contrôle continu sur les institutions, etc. Le problème n'est pas tellement la défiance mais plutôt ce que l'on en fait. On en a eu un exemple extraordinaire avec l'assaut du Capitole à Washington le 6 janvier dernier. Le danger, en l'occurrence, a été que ces jusqu'aboutistes ont traduit leur défiance envers la nouvelle administration présidentielle dans une action de guérilla non démocratique. Le fanatisme des militants de Donald Trump est alimenté par la politique du mensonge. Ce phénomène éclaire un pilier de la démocratie : la recherche coopérative de la vérité. La



Mark Hunyadi, professeur de philosophie morale et politique à l'UCLouvain.

démocratie repose sur cette idée fondamentale qu'il n'y a pas de vérité absolue, que personne n'a un accès direct à la vérité et que par conséquent, on doit chercher la meilleure solution possible. Mais cela pré-suppose une disposition à coopérer pour la vérité, avec un petit v. Si on remet en question la recherche coopérative de la vérité comme cette minorité l'a fait aux Etats-Unis en contestant le résultat des élections que plus de 60 juges, dont certains nommés par Trump, avaient validé, la démocratie est vraiment en danger.

La confiance doit-elle impérativement être réciproque ?

La réciprocité est très importante dans la confiance que l'on a dans les autorités. Un exemple général pour les impôts. L'institution fiscale fixe les attentes

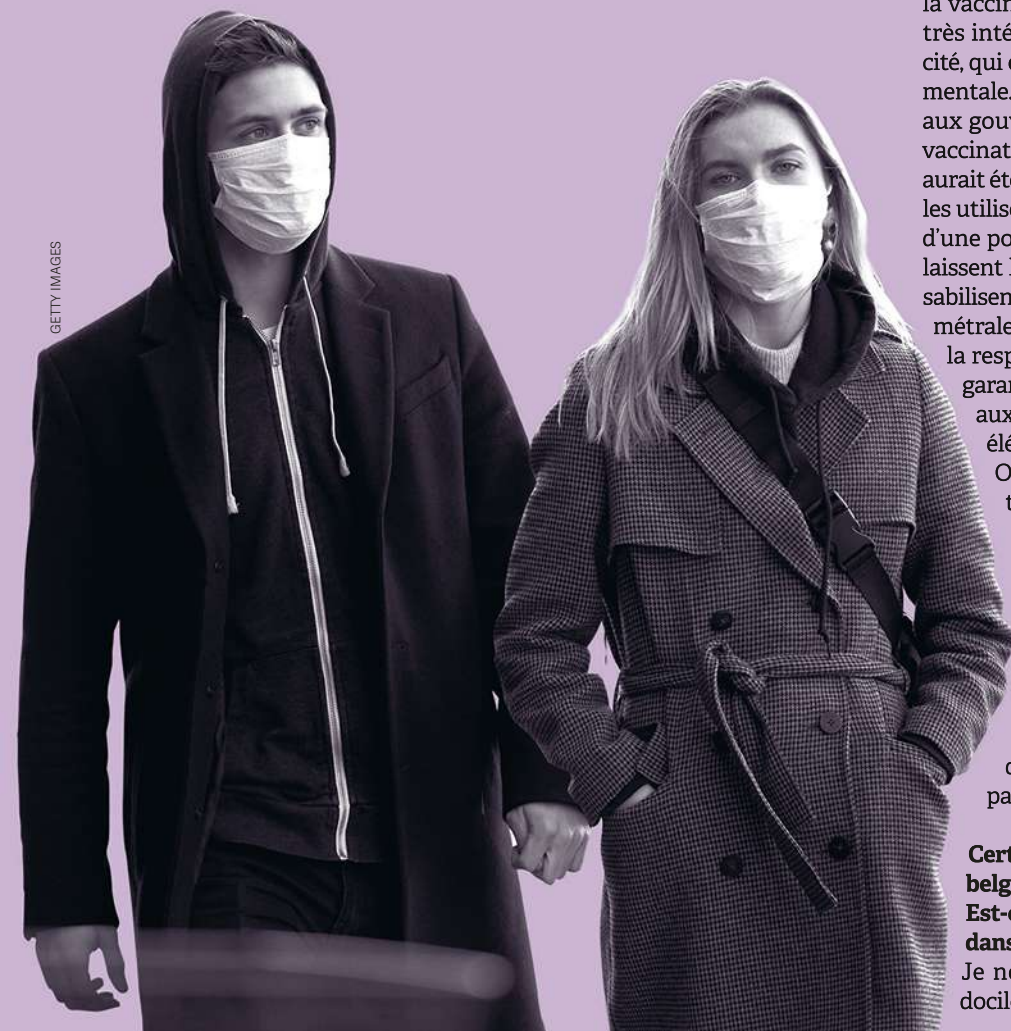
« Ce n'est pas parce qu'une mesure a une **incidence sur nos libertés** que l'on peut dire qu'elles sont attaquées. »

de comportement : qui doit payer quoi. Ce n'est pas seulement technique. C'est aussi moral. En retour, les contribuables doivent avoir confiance en ce que fait le gouvernement avec cet argent. S'il était dilapidé ou servait la corruption généralisée, l'adhésion du citoyen à l'impôt serait infiniment moindre. Avec la vaccination, l'actualité nous donne un exemple très intéressant et assez complexe sur la réciprocité, qui est une question d'éthique politique fondamentale. Comment les gouvernants s'adressent-ils aux gouvernés ? Si les autorités avaient rendu la vaccination obligatoire pour leurs administrés, on aurait été en droit de dire qu'elles les infantilisent et les utilisent comme un « simple moyen » au service d'une politique de santé publique. Si les autorités laissent le libre choix aux citoyens, elles les responsabilisent. Les deux positions sont éthiquement diamétralement différentes. Il est tout à fait clair que la responsabilisation des citoyens est aussi une garantie de meilleure adhésion de la population aux mesures. Dans le cas de la vaccination, un élément complexifie un peu plus la situation. On voit ici ou là une tendance à la privatisation de l'obligation de se faire vacciner, de la part d'Etats, de compagnies aériennes et pourquoi pas ? de telle entreprise ou de tel commerce. Le phénomène est singulier parce qu'il consacre un déplacement du paternalisme : le marché l'endosse alors que l'Etat ne veut plus l'assumer. On est face à un paradoxe de l'éthique libérale. En bon libéral, l'Etat refuse le paternalisme qui est endossé par le marché. Et on n'aura pas le choix.

Certains considèrent que la population belge est docile face aux mesures sanitaires. Est-ce le signe d'une confiance latente dans le pouvoir des autorités ?

Je ne trouve pas que les Belges soient plus dociles que d'autres. Ils ont quand même été ...

GETTY IMAGES



... assez indociles pendant les vacances. De manière plus générale, on a tout à fait tort d'approcher cette question en matière de libertés individuelles. Cette attitude repose sur une confusion philosophique élémentaire : ce n'est pas parce qu'une mesure a une incidence sur nos libertés que l'on peut dire que nos libertés sont attaquées. Il devrait être évident pour tout le monde que la santé individuelle n'est pas la seule en jeu dans cette pandémie. Dire « si je veux tomber malade, cela ne regarde que moi » est erroné. On contamine les autres et on surcharge le personnel soignant. Dans une société comme la nôtre où le système de sécurité sociale est fort, on doit penser collectivement. Il est moralement scandaleux de vouloir faire exception pour soi-même. Deuxième élément, le bon registre à envisager pour cette crise est celui de l'état d'urgence, qui n'est pas l'état d'exception. L'état d'urgence signifie que l'on a un problème à régler, en l'occurrence un problème vital. La seule véritable question à se poser est : « Quelles sont les bonnes mesures à prendre ? » On peut discuter celles-ci. Mais le débat n'est pas de savoir si on attende à mes libertés ou pas. On confond la question de la liberté avec celle du confort. On a perdu en confort, c'est sûr. Mais nos libertés ne sont pas attaquées. Elles sont entamées par la situation d'urgence. Il faut bien sûr être vigilant à propos, par exemple, de la politique numérique qui est mise en œuvre à cette occasion. Et il faut veiller que l'état d'urgence ne soit qu'un état de parenthèse. ▽



(1) *Au début est la confiance*, par Mark Hunyadi, Le Bord de l'eau, 234 p.



Benjamin Biard, chargé de recherches au Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp).

« La crise de la démocratie représentative risque de s'accroître. »

Si la mobilisation est moins intense que dans d'autres pays, les mouvements critiques des mesures sanitaires se multiplient en Belgique, met en garde Benjamin Biard, chercheur au Crisp.

La confiance envers les autorités publiques a-t-elle fortement diminué à l'occasion de la crise sanitaire ?

Premier élément d'analyse : qu'entend-on par le terme de confiance ? C'est la légitimité que les citoyens accordent d'une part aux décideurs publics au sens large, représentants, ministres, partis... et, d'autre part, aux décisions adoptées. Avec la particularité du rôle et de la légitimité des experts dans ce processus. Deuxième élément : la temporalité. La confiance des citoyens a évolué au cours de l'année 2020. Une étude comparée au niveau européen tout de suite après le premier confinement indiquait que la confiance dans les responsables politiques n'était pas tellement altérée. Certaines études, dont un sondage

pour *La Libre Belgique* publié le 22 décembre 2020, signalent cependant qu'elle s'est étiolée au cours de l'année. C'est surtout la crise de la démocratie représentative observée avant l'épidémie qui risque de s'accroître en conséquence de la crise sanitaire, économique et sociale. Il y a donc un terreau qui contribue à accroître encore cet écart sans cesse croissant entre les représentants et les représentés.

Les citoyens peuvent-ils continuer à nourrir une certaine confiance dans les décisions politiques tout en se montrant de plus en plus méfiants par rapport à ceux qui les prennent ?

Peu d'études s'intéressent à la fois aux deux éléments. Mais il y a tout de même un élément intéressant à